

# Palabre<sup>a</sup>eS



n°17 • 2009



---

« Vivre avec le VIH/SIDA :  
un combat collectif »

---

---

---

# SOMMAIRE

n°17 • 2009

- p 01 **Edito**
- p 03 **La revue et le réseau Palabras**
- p 04 **La SWAA (Burundi)**
- p 13 **SIREAS « Espace Mandela »  
(Belgique)**
- p 21 **Réseau lesbien Catrachas  
(Honduras)**
- p 27 **Samwaki (RDCongo)**
- p 32 **Renip+ (Niger)**
- p 33 **Pour en savoir plus sur le thème**
- p 36 **Activités du Monde selon les  
femmes**

**Éditrice responsable** : Hélène Ryckmans

**Ont collaboré à ce numéro** : Marcela de la Peña, Marie-Thérèse Ndumba, Lidia Rodriguez Prieto

**Traduction pour ce numéro** : Jeanne De Visscher

**Illustration de couverture** : ©Claire Hilgers

**Illustrations intérieures** : ©Clarice

**Photos** © : p 4 SWAA Burundi, p 12 SIREAS, p 20 CATTRACHAS, p 26 Eliane Najros-Dimitra

Imprimé sur papier recyclé par l'imprimerie Chauveheid

# Éditorial

## Vivre avec le VIH/SIDA : un combat collectif

Ce numéro de Palabras a pour objectif, à travers les récits de quatre associations du Sud et du Nord, de repérer et comprendre les situations qui soulignent le lien entre VIH/SIDA et les rôles attendus des femmes et des hommes. Faire une lecture de genre de la pandémie, c'est mettre en exergue un grand nombre de situations d'inégalités. Par exemple, le haut niveau de pauvreté des femmes, la stigmatisation et la discrimination, la difficile négociation de rapports sexuels à moindre risque, l'accès inégal à l'information et l'éducation, la transmission mère/enfant, les soins de santé qui reposent sur les femmes, les traditions ou pratiques culturelles qui augmentent la diffusion du virus, la vulnérabilité spécifique des femmes dans les situations de conflits ou de migration...

Palabras présente et visibilise des groupes qui, face à ces enjeux, développent l'empowerment des femmes (et non pas une démarche d'assistance ou de victimisation) et qui travaillent selon une perspective de genre. Il en ressort combien il est important de répercuter, de faire entendre le point

de vue des groupes de personnes vivant avec le VIH/SIDA et des personnes qui travaillent avec elles, en soutenant leur prise en charge et leur plaidoyer.

Les récits montrent les interrelations existant entre les défis de santé et de bien-être, économiques et socio-culturels, à relever face au VIH/SIDA : les rapports de genre inégaux, la migration, l'orientation sexuelle, aussi.

Les personnes vivant avec le VIH s'organisent et veulent faire entendre leur voix, témoigner de leur statut sérologique pour éviter la propagation de l'épidémie, faire reconnaître leurs droits à la santé, aux soins.

C'est de tout cela que témoignent plusieurs récits, de Belgique, d'Afrique centrale et du Honduras, portés par des associations de soutien aux personnes vivant avec le VIH.

La **SWAA-Burundi**, branche nationale du réseau africain du même nom, met en place une approche plurisectorielle de la prise en charge des per-

sonnes séropositives : soins, alimentation équilibrée,... et mène un travail dans toutes les régions du pays pour améliorer le quotidien, surtout celui des femmes.

Le **SIREAS** mène une action spécifique avec les migrant-e-s en **Belgique** en inscrivant le soin et le bien être dans la culture de chacun-e, quel que soit son âge, son sexe, son origine... Par des méthodes originales (des ateliers, un séminaire résidentiel annuel), la qualité de vie des personnes vivant avec le VIH/SIDA est améliorée. Ces actions sont à la base des actions de plaidoyer envers les pouvoirs publics, les savoirs et pouvoirs médicaux.

L'association **Las Cattrachas**, au **Honduras**, travaille avec des lesbiennes. Elle a mis en place des concertations importantes qui ont obligé le gouvernement à prendre en compte leurs besoins et attentes spécifiques. Elle a aussi poussé les autres mouvements sociaux à tenir compte de leur point de vue et de leurs réalités de vie. Elles ont développé un plaidoyer politique grâce à un travail en réseau et une attention aux médias, tant au Honduras que dans d'autres pays de la sous-région, notamment pour garantir l'accès aux antirétroviraux et éliminer les discriminations.

En **République démocratique du Congo**, l'équipe de **Samwaki** a développé une approche fort intéressante avec les Clubs d'écoute. En utilisant la radio communautaire, des messages sont diffusés pour informer sur l'existence de l'épidémie, son origine, les moyens de s'en protéger, les solutions pour se soigner. Des débats sont organisés dans les Clubs d'écoute et répercutés à nouveau via la radio communautaire. Cette action passe aussi par une mise en cause des rapports de domination, où les hommes dictent aux femmes leurs comportements et leur place dans la société. Des espaces s'ouvrent « pour que des chèvres parlent aux boucs » et que le point de vue des femmes soit écouté, leurs propositions davantage acceptées.

A travers chacun de ces récits, on voit la double nécessité de mener de front un soutien rapproché aux personnes vivant avec le VIH/SIDA et l'ouverture d'espaces de négociations, leur espace de plaidoyer politique, et l'importance d'intégrer l'analyse de genre pour lutter contre les discriminations.

**Le Monde selon les femmes**

# La revue et le réseau Palabres/as

**L**e projet vise à faire raconter et écrire par des groupes de femmes du Sud et du Nord une action concrète, quelque chose qu'elles ont fait, qu'elles aimeraient faire connaître et qui illustre leur engagement social.

Le point de départ est la conviction que les groupes de femmes du Nord et du Sud agissent, réagissent et prennent leur avenir en main dans le champ de leurs « possibles ».

Elles ont dès lors des choses intéressantes et mal connues à raconter et à écrire. L'échange de récits se fait entre les mondes francophone et hispanophone (Europe latine, Amérique latine et Afrique francophone). Les récits, qui sont toujours collectifs, présentent des réalisations concrètes.

Ces récits croisés remplissent un objectif d'éducation au développement car ils montrent les solidarités possibles, à partir de diagnostics similaires sur des situations comparables. L'échange de pratiques montre à la fois la « palette » de vécus différents, venus des réalités de chaque groupe social, de chaque pays, de chaque culture et la proximité de sentiments (joie ou peine), de faits et de démarches adoptées dans le but d'accroître l'autonomie des femmes.

## Le réseau Palabres/as

**D**ans l'optique de la revue Palabras et de son regard croisé Sud/Nord, le Monde selon les femmes a coordonné de 2005 à 2007 un projet de sensibilisation de l'opinion publique européenne aux questions de développement. Le projet RAAC - Réseau d'action et d'apprentissage communautaire sur le genre - a été mis en œuvre en partenariat avec ACSUR-Las Segovias (Espagne), le CECYM (Argentine), le CONAFED (République Démocratique du Congo) et le GRAAL (Portugal). L'objectif général du projet était d'intégrer l'égalité de genre dans toutes les activités de sensibilisation, d'éducation au développement et de coopération internationale ainsi que dans les politiques mises en œuvre aux différents niveaux.

Cet objectif a été repris dans le programme financé par la DGCD pour 2008-2010, dont la publication Palabras est une des activités, visant une information de l'opinion publique au Nord et le renforcement de la visibilité et de la prise en compte des groupes de femmes dans le Sud.



Remise de diplômes aux lauréates en couture dans  
une des antennes provinciales de la SWAA-BURUNDI

## Contact

SWAA-BURUNDI  
Christine NZEYIMANA, Coordinatrice Nationale  
Rue BUTUTSI, n°55  
B.P 6301 Bujumbura - Burundi

**Tél** + 257 22 24 8709

**Fax** + 257 24 15 33

**Mail** swaabdi@spidernet-bi.com



# SWAA-Burundi

## (Burundi)

### La SWAA-Burundi

**L**a SWAA-Burundi (Society for Women against AIDS in Africa) est une association pionnière dans la lutte contre le SIDA. C'est une branche de la SWAA Internationale basée à Dakar au Sénégal. La Society for Women against AIDS in Africa est un mouvement panafricain, généralement reconnu pour son leadership et son plaidoyer pour les femmes et les enfants confrontés au VIH/SIDA en Afrique.

En janvier 2007, on a lancé vraiment l'atelier Scènes et fil. La société coopérative, on l'a montée après, en février 2008, parce qu'il fallait faire un plan financier, voir la viabilité du projet. Pendant les années de formation, on ne demandait pas vraiment tous les coûts pour réaliser les costumes : vu que c'était une formation, nous on n'était pas rémunérées.

### Notre Histoire

**C**réée officiellement le 14 Novembre 1992, la SWAA Burundi est née de l'initiative d'un groupe de femmes et d'hommes qui souhaitaient combattre le tabou et la discrimination liés au SIDA, dans une société où parler de sexualité était extrêmement difficile, où les droits de la femme étaient bafoués sans soucis. En effet, dans les années 90, les séropositifs particulièrement les femmes se retrouvaient condamnés à l'isolement et à la mort. Désespérés, honteux ou fatigués, les proches les abandonnaient dans les hôpitaux. Le nombre prédominant de femmes, vivant avec le SIDA et connaissant ce sort, a fortement marqué et motivé les fondateurs de la SWAA Burundi qui ont décidé de s'organiser pour atténuer l'impact très lourd de l'épidémie sur la femme.

La SWAA-BURUNDI est composée de femmes et d'hommes affectés par le VIH/SIDA qui adhèrent d'une manière volontaire pour contribuer à la riposte nationale contre le VIH en suscitant une lutte individuelle et communautaire axée particulièrement sur les femmes. Leur contribution consiste à donner une cotisation et à participer bénévolement aux activités selon leurs domaines de compétence.

## Vision, mission et objectifs de la SWAA-Burundi

**N**otre vision est celle d'un monde sans VIH/SIDA, où les femmes et les enfants d'Afrique peuvent jouir de leurs droits, ont l'accès aux soins de santé, à l'éducation et aux opportunités socio économiques et culturelles.

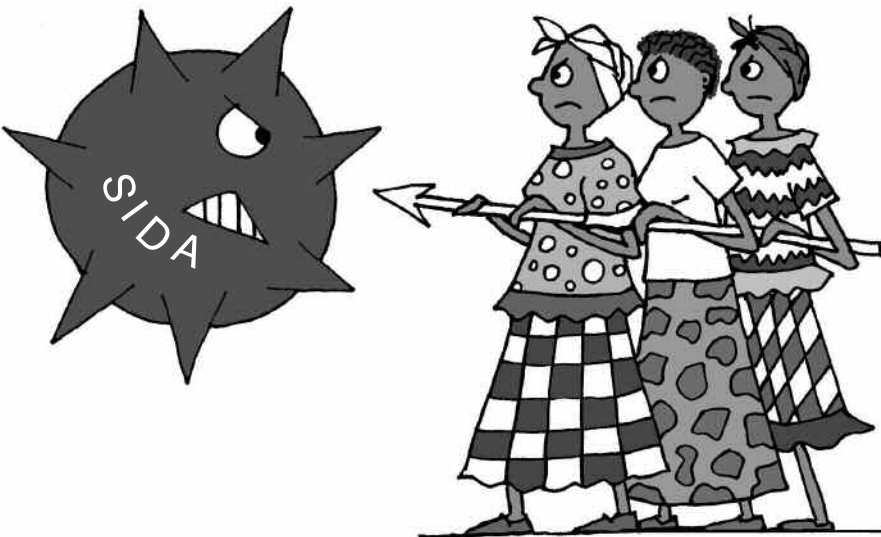
Notre **mission** consiste à œuvrer au renforcement des capacités des femmes à agir sur les causes et les conséquences du VIH/SIDA. Nous optons pour la prévention chez les filles et femmes, le genre le plus vulnérable face au VIH.

La SWAA suscite des initiatives, mobilise les femmes et les communautés à s'organiser pour prévenir, combattre et atténuer les impacts dévastateurs de la pandémie du SIDA sur la société burundaise et avant tout les femmes, leurs enfants et leurs familles.

Enfin, la SWAA s'engage dans le plaidoyer pour l'accès des femmes aux soins de santé de qualité, à l'éducation, aux facilités socio-économiques et pour l'égalité des chances entre les sexes.

Depuis sa création, toutes nos interventions tournent autour de deux objectifs principaux :

- Prévenir l'infection à VIH/SIDA en suscitant la lutte individuelle et communautaire par les femmes dans la société ;
- Réduire l'impact du VIH/SIDA en venant en aide aux personnes atteintes et leur entourage.



## Comment sommes-nous organisés

**L**a SWAA -Burundi dispose est une organisation basée sur un dispositif original décentralisé ; elle dispose de membres bénévoles et du staff.

### A - En ce qui concerne les membres bénévoles



Le niveau national est organisé avec :

- 1 L'Assemblée Générale** de tous les membres ;
- 2 Le Comité National** qui donne les orientations nécessaires à la mise en place d'une politique et des stratégies adéquates ;
- 3 Le Comité de Gestion** qui assure la gestion quotidienne;
- 4 Le Comité Consultatif**, un organe mis en place en 2005 pour offrir aux anciens responsables légaux et aux membres fondateurs un cadre où ils peuvent partager leur expérience en tant que personnes porteuses de l'histoire de l'association.

### Le niveau provincial organisé avec :

- 1 Les Assemblées d'Antennes** qui rassemblent les membres inscrits dans une antenne. Elles donnent les orientations et définissent les priorités pour leurs antennes ;
- 2 Les Comités d'Antennes** qui assurent le suivi de la gestion des activités des antennes ;
- 3 Les commissions de travail** : les membres sont répartis dans deux commissions de travail thématique : sensibilisation et assistance. Chaque commission est dotée d'un responsable ;
- 4 La SWAA-Jeune** qui est une cellule de la commission sensibilisation.

### B - Le staff permanent

Le staff permanent est également organisé au niveau national et provincial : un bureau de coordination nationale où la coordinatrice nationale jouant le rôle de directrice appuyé d'un chargé de programme, d'un médecin coordonnatrice médicale et d'un service administratif et financier. Ce bureau national appuie techniquement et centralise les données des antennes de la SWAA.

## Nos principales réalisations : prévention, prise en charge et réduction des impacts

**N**os principales réalisations ont trait aux 3 axes stratégiques du plan d'action national de lutte contre le VIH/SIDA : la prévention (y compris la lutte contre les violences basées sur le Genre), la prise en charge et la réduction des impacts de la pandémie. Depuis 2001, nous avons initié des actions de recherche-action, d'une part pour contribuer à la réduction de la vulnérabilité des filles et des femmes face à la contamination du VIH et, d'autre part, pour améliorer la qualité de vie des Personnes Vivant avec le VIH/SIDA (PVVIH).



Nos activités ont débuté en 1992 par des actions de prévention et de sensibilisation, notamment dans les hôpitaux et au sein des associations de femmes et plus tard, au lendemain de la guerre de 1993, dans les camps des personnes déplacées, constituées en majorité par des femmes et des enfants vivant dans la misère et la promiscuité. En 1994, la SWAA a ouvert, à Bujumbura, son premier centre d'accueil, d'écoute et de prise en charge psycho sociale des femmes vivant avec le VIH. Plus tard, constatant les faiblesses des structures de soins, la SWAA Burundi a débuté ses activités de dépistage volontaire du VIH, de counselling et de prise en charge médicale des personnes vivant avec le VIH/SIDA. A partir de 1997, les antennes provinciales de la SWAA-Burundi ont commencé à se structurer en commençant à Ruyigi et à Ngozi. Depuis 2000, la SWAA-Burundi est rentrée dans une logique de planification stratégique triennale et de renforcement de ses capacités institutionnelles. Aujourd'hui, la SWAA-Burundi est active dans 8 provinces sur 17 que compte le pays (Bujumbura, Muramvya, Gitega, Ruyigi, Kayanza, Ngozi, Muyinga et Bururi).

## Impacts de nos actions

**D**epuis 1992, la SWAA-Burundi a fait un parcours de combattant et a effectué un immense pas. Notre association est pionnière. C'est une référence qui dispose d'une expertise importante et de bonnes compétences. L'association a le sentiment d'avoir fait de son mieux. Nos assises asso-

ciatives et communautaires font de notre organisation une association solide. La SWAA-Burundi est devenue un partenaire incontournable dans la lutte contre le SIDA. Mais surtout, nous pensons être aujourd'hui dépositaire de la voix des personnes infectées par le VIH les plus vulnérables en particulier les femmes.

Au niveau des bénéficiaires, notre point fort est qu'en plus de notre forte action de mobilisation communautaire, un programme d'assistance globale, multiforme s'est développé de façon remarquable à la satisfaction des bénéficiaires et de la communauté. Les PVVIH assistées par la SWAA-Burundi présentent un meilleur état physique et psychologique. Les femmes PVVIH affirment qu'elles sont valorisées et ne peuvent plus être marginalisées dans leurs communautés.

**Grâce aux actions de la SWAA-Burundi, les PVVIH appuyées sont de plus en plus ouvertes et ont dépassé le simple statut de bénéficiaires pour devenir des acteurs privilégiés dans la lutte contre le SIDA en tant que personnes ressources ; elles sont disponibles pour appuyer les activités de prévention, de mobilisation sociale et de prise en charge.**

*« Je suis appuyée par la SWAA-BURUNDI depuis 1999. J'avais 30 kg quand j'ai été référée à la SWAA-BURUNDI alors que j'avais 65 kilos avant de tomber malade. Ayant reçu les conseils nécessaires et mise sous ARV (antirétroviraux) il y a maintenant 6 ans, je suis en bonne santé ; j'ai actuellement 60 kg. Les amis et connaissances me demandent conseil et ne me stigmatisent plus. Je n'ai pas honte d'annoncer publiquement mon statut sérologique, car c'est une façon de sauver mes pairs et surtout les jeunes » (une femme appuyée par la SWAA-BURUNDI).*



## La SWAA-Burundi, le Genre et le VIH/SIDA

**B**ien que les disparités s'observent au niveau de la transmission du virus quand on considère l'équation homme/femme, le VIH est une épidémie qui mine la société et hypothèque le bien-être de la population sans distinction de sexe, d'origine sociale, d'âge ni de religion. Néanmoins, au Burundi, le VIH a un visage féminin : les femmes sont plus vulnérables à l'infection que les hommes. C'est sur ce constat que nous avons développé des activités intégrant le Genre pour contribuer à la réponse nationale dans la lutte contre le VIH/SIDA en tenant compte des différents types et degrés de risque que les hommes et les femmes courent. Nos actions sont dirigées prioritairement vers les femmes en tant que mères, épouses, éducatrices et piliers de la famille burundaise, mais également des hommes ainsi que des orphelins et enfants vulnérables.



*Le VIH a un visage féminin*

### **Les bonnes pratiques de la SWAA-BURUNDI en matière de l'intégration du Genre sont :**

- Adhésion libre des hommes et femmes à l'association (394 membres bénévoles actifs dont 324 sont des femmes et 70 sont des hommes) ;
- Recrutement du personnel (146 membres du staff permanent dont 86 femmes et 60 hommes) ;
- Prise en compte des aspects Genre dans la planification des activités de l'association. Sur 63 activités programmées par la SWAA-BURUNDI, 20 activités intègrent les aspects genre et 16 sont relatives aux droits humains (selon l'étude menée par le Projet APPUI/PLUS du PNUD) ;
- Prise en compte des aspects Genre dans l'enrôlement des bénéficiaires (10.603 personnes dont 2.652 femmes, 1.030 hommes et 6.921 enfants).

### **Les changements dans les relations hommes/femmes**

Parmi les facteurs favorables au changement on peut citer entre autres : la flexibilité, l'adaptation et la volonté manifeste d'amélioration progressive dans nos actions. En effet, les responsables ont vite compris que l'impact sur les femmes n'est possible que quand les hommes et les jeunes sont impliqués en tant qu'acteurs ou bénéficiaires.

Cependant, certains facteurs ont limité les efforts de la SWAA-Burundi en la matière notamment : les aspects culturels (la connotation sexuelle qui entoure la maladie fait que les PVVIH, particulièrement les hommes, n'accèdent pas aux services de peur d'être stigmatisés) ; peu d'hommes s'impliquent dans la problématique du VIH/SIDA ; il n'y a pas d'intervenants ciblant particulièrement les hommes si bien que la SWAA-Burundi a dispersé trop ses énergies et ne s'est pas focalisée assez sur son groupe cible prioritaire qui sont les femmes ; les contraintes politiques et budgétaires liées à la pauvreté et aux ressources très limitées du pays qui font que la demande soit plus forte que l'offre.

## Nos Rêves et défis

- Valoriser nos acquis et surtout viser la pérennité de nos activités ;
- Empowerment des femmes pour réduire leur vulnérabilité ;
- Génération des enfants sans SIDA et réduction d'enfants orphelins ;
- Accès aux financements afin de répondre aux besoins des personnes appuyées.





La toile « Yeg Yeg » est une toile collective, réalisée lors des séjours résidentiels et qui donne l'humeur du jour de chacun

## Contact

Maureen Louhenapessy  
Coordinatrice Siréas/prévention/SIDA/migrants  
Rue de la pépinière, 6  
B – 1000 Bruxelles - Belgique

**Tél** + 32 2 502 36 76

**Mail** maureenpessy@sireas.be

**Site web** www.sireas.be



# SIREAS

## « Espace Mandela »

### (Belgique)

## L'accompagnement...

**L'**implication directe du Siréas asbl dans la lutte contre le VIH/SIDA et l'accompagnement des personnes migrantes vivant avec le VIH a débuté en 1986. La stigmatisation et la discrimination étaient le lot quotidien des personnes infectées et/ou affectées. En 2009 nombre(s) de questions n'ont pas trouvé de réponse et restent cruellement d'actualité.

Dès le début de l'épidémie, les femmes se sont retrouvées dans des situations qui les ont rendues plus vulnérables face au VIH/SIDA, tant du point de vue de leur parcours personnel, de la rencontre avec l'autre et de la négociation de la sexualité et du préservatif que du contexte social normatif en ce qui concerne la sexualité. Les femmes furent directement accusées de fautes lors de l'annonce de la séropositivité dans le couple. Leur responsabilité en temps que « gardienne de la santé de la famille » fut remise en cause. **Rejet, solitude, auto exclusion, divorce, accusations sont le lot de beaucoup de femmes et d'hommes séropositifs.** *« J'ai été hébergée dans plusieurs centres. Dans l'un, on m'a interdit de prendre un bébé en main. Chaque fois qu'on a découvert que j'étais séropositive on m'a exclue. Je n'ai pas le droit à l'aide médicale urgente et je n'ai pas de logement. Je reste chez moi, je ne veux plus sortir pour ne pas avoir à parler de ma maladie : chaque fois que j'en parle je suis abandonnée ».*

Cependant, l'inégalité entre les hommes et les femmes reste bien présente. La spécificité de la vulnérabilité des femmes, qui touche de nombreuses dimensions, est renforcée par les traditions néfastes et les pratiques culturelles qui peuvent être vecteur de la propagation du virus.

**Les migrant-e-s font partie des groupes les plus touchés et les plus vulnérables à l'infection au VIH/SIDA.** Ceci tient à diverses raisons, entre autres celles qui sont liées aux trajectoires migratoires, à la culture (des pays d'origine et des pays d'accueil), aux conditions de précarité dans lesquelles ils vivent ainsi qu'à l'accès difficile aux services de santé, aux soins et aux programmes de prévention. En Belgique comme dans d'autres pays européens, les migrant-e-s continuent à se heurter à de sérieuses inégalités dans la prévention, le diagnostic et les soins.

*« En Belgique, toute personne même sans papier a droit aux soins de santé et par exemple à l'accès à la trithérapie, mais quand tu n'as pas de logement, comment veux tu bien te nourrir, recevoir des soins, supporter les effets secondaires du traitement ? J'ai presque envie d'être hospitalisé pour être pris en charge. Il n'y a pas d'ouverture sur la forme de soins à appliquer dans ma culture... »*

La problématique de la vulnérabilité des femmes est complexe et mériterait une analyse plus approfondie : elle devrait prendre en considération l'aspect multidimensionnel, relationnel de la vulnérabilité de la femme. Les femmes vivent la vulnérabilité affective, sociale, économique ; elles sont dans la précarité plus forte – sans travail, sans papier, médicale aussi : il faut réfléchir aux interactions avec la contraception, les effets secondaires des médicaments sont différents. En plus, il y a la difficulté d'imposer le préservatif, la violence physique ou verbale, le chantage, qu'elles subissent.

## **Renforcer les capacités des communautés migrantes**

**D**ans le cadre de la prise en charge des personnes vivant avec le VIH, le Siréas s'est donné entre autres comme but de renforcer les capacités des communautés migrantes en particulier celle des personnes vivant avec le VIH/SIDA et de **lutter contre le déni, la stigmatisation et la discrimination dont sont l'objet ces personnes face à leur communauté et aux structures de soins**. Ainsi, dans les années 1990 nous avons décidé de créer un espace d'échange et de partage pour les migrant-e-s vivant avec le VIH/SIDA.

Ce travail est accompli grâce aux différentes actions que nous menons afin de promouvoir la communication entre les personnes infectées et le personnel médical, la promotion de la solidarité pour les personnes infectées entre elles et avec le reste de la population ainsi que l'organisation des actions croisées avec leurs pays d'origine. L'accompagnement des personnes vivant avec le VIH se fait dans le souci d'apporter une écoute et des solutions aux problèmes qui ne peuvent pas être abordés ailleurs.

Il a comme objectifs principaux :

- Offrir un espace « libre d'échange » visant à briser la solitude et l'isolement auxquels se trouvent confrontés la plupart des personnes migrantes vivants avec le VIH/SIDA
- Renforcer et soutenir les personnes séropositives dans leurs contacts avec le personnel psycho médico-social.

## L'accompagnement collectif : l' « Espace MANDELA »

**L'** « Espace Mandela » regroupe toutes les activités d'accompagnement des personnes vivants avec le VIH /SIDA organisées par le SIREAS.

Il permet d'offrir un lieu :

- d'échange, de dialogue et de communication
- d'apaisement contre la solitude et l'isolement dans lesquels se trouvent certaines personnes vivant avec le VIH/SIDA
- de partage d'expérience ou de vécu sur la maladie et d'accès à l'information sur le virus
- qui permet avec le temps de créer un esprit de solidarité entre les membres et de soutien mutuel dans des moments difficiles comme la perte d'un proche ou en cas d'hospitalisation.

Pour faire partie du groupe et participer aux activités proposées, une rencontre individuelle avec un membre de l'équipe s'avère nécessaire. Elle permet de faire connaissance avec le service, d'être informé-e sur l'organisation et l'agenda des activités ainsi que sur la spécificité du groupe (le partage du secret entre les membres. etc.).



*Une rencontre individuelle (...) s'avère nécessaire*

Une fois le premier contact établi, certaines personnes reviennent librement pour discuter de problèmes qu'elles rencontrent et qu'elles ne peuvent aborder avec un proche, l'entourage, la communauté ou un médecin de peur d'être jugées, rejetées. Il y a des sujets pour lesquels il n'y a pas d'espace d'expression donc on n'en parle jamais.

*« Je m'inquiète pour les enfants, mon mari restés au pays ? sont ils séropositifs ? J'en parle dans le groupe, nous échangeons notre vécu sur nos soins : comment toi as tu réglé ce problème ci, ou celui là ? En parler avec quelqu'un qui est aussi séropositif, c'est plus facile ».*

Notre rôle est aussi de donner l'information sur la maladie et des renseignements sur les services qui se donnent ailleurs. Celles qui ont des problèmes sociaux ou de séjour sont orientées directement vers le service social du SIREAS/SASB, d'autres sont orientées vers les associations partenaires. Nous sommes sollicités de temps en temps pour l'accompagnement individuel dans des situations difficiles ou délicates, tel que le premier contact avec le milieu hospitalier ou dans les démarches de dépistage des enfants. Des réunions à thèmes sont organisées sur des sujets sensibles les concernant à travers des focus groupes et pendant un séjour résidentiel annuel.

*« Nous parlons de la sexualité, la maternité, la grossesse, le désir d'enfants... Je parle de mon homosexualité, sans tabou, belge ou étranger ; noir ou blanc. Je suis jeune, je vois avec les autres que je pourrai construire ma vie, ça donne un espoir ».*

Notre groupe est donc composé exclusivement de personnes vivant avec le VIH/SIDA.

Au fil des années les membres du groupe se sont appropriés l'espace et les anciens accueillent les nouveaux membres afin de leur apporter du soutien, l'amitié mais également des services.

## Vivre avec le VIH : un combat collectif

**L**es membres du groupe sont une force pour le lobbying auprès des décideurs politiques mais également dans la planification des actions de prévention et comme révélateur des problèmes rencontrés dans le milieu psycho-médico-social. Le combat premier du groupe Mandela est le soutien entre membres concernant le « vivre avec le VIH ».

C'est un combat collectif. Il s'agit de lutter contre la stigmatisation et la discrimination mais aussi pour le droit des personnes et des patients et pour l'accès aux soins et traitements égal dans les pays du Sud.



Les contacts, les échanges sont pris avec d'autres groupes de personnes vivant avec le VIH/SIDA tant en Belgique qu'en Europe et dans les pays d'origine. Pour beaucoup de membres du groupe, il est important d'avoir un lien avec son pays d'origine et d'être rassuré sur le devenir des patients séropositifs. Certains d'entre eux ont menés ou mènent encore des projets dans leur pays surtout en terme de prévention du VIH (recherche de fonds, mise en place de programmes de prévention dans leur quartier, formation).

Il est très difficile pour eux d'être reconnus comme des « experts » : la place des personnes séropositives n'est pas encore suffisamment reconnue comme celle d'un partenaire à part entière.

*« On oublie que j'ai une expérience, des compétences, on ne voit en moi que le séropositif, on veut travailler pour nous mais pas avec nous, mais on n'est pas seulement là pour témoigner, pour exprimer notre vécu ! ».*



*Personne avec  
une expérience,  
des compétences...  
... et accessoirement  
séropositive !*

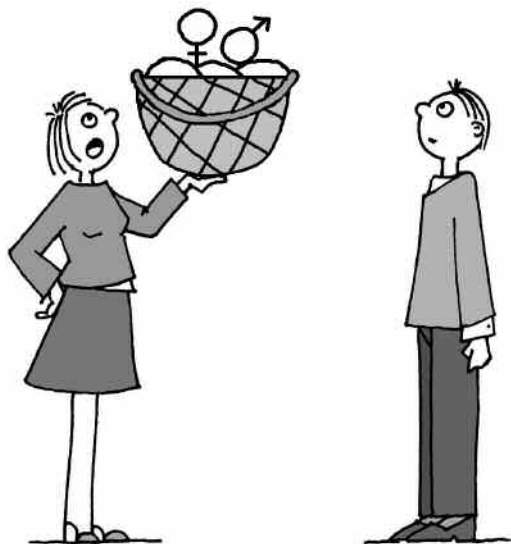
Les associations communautaires de base regroupant des PPVIH ne sont pas des interlocuteurs du pouvoir médical !

## L'impact des formations en groupe

**N**ous renforçons les personnes par des formations. Ce sont des formations relais-santé pour faire de la prévention au primaire, comme relais communautaire.

*« Moi je veux faire de la formation aux jeunes filles qui se voient avant d'aller à la mosquée, elles ont une image tellement négative du SIDA ».*

Les échanges lors d'ateliers permettent de renforcer les individus mais également le groupe. Nous travaillons avec un groupe de 60 personnes qui participent aux activités, au souper, aux ateliers. Chacune a son rythme, car il y a la crainte que cela ne se sache. Si les membres du groupe sont renforcés, le groupe va mieux, il y a le soutien la solidarité, l'affectif et l'attention plus forte à chacun-e.



*Nous mettons tout en commun  
afin de confronter les points de vue*

*« La formation a permis que je  
connaisse bien ma maladie et  
comment la gérer : les médecins  
n'informent pas toujours bien.  
On a des discussions de groupe ;  
lors du séjour résidentiel on a des  
ateliers bien-être, diététique,... »*

Nous avons des ateliers pour les femmes et des ateliers pour les hommes afin qu'ils puissent discuter de leur problèmes spécifiques. Par la suite nous mettons tout cela en commun afin de confronter les points de vue et d'évoluer dans les rapports entre homme et femme.

Les ateliers concernant le désir de grossesse furent très intéressants : les hommes ont également pu s'exprimer sur le désir d'enfants, ce qui a étonné plusieurs femmes ; à l'inverse, le questionnement des femmes sur les attitudes des hommes face à la grossesse et à la sexualité a fait se remettre en question ces derniers. La rencontre et l'échange de point de vue entre homme et femme dans le groupe les ont renforcés.

Nous avons mené un projet européen Genre et VIH/SIDA nous avons fait des modules de formation sur les trajectoires des femmes et des hommes, montrant comment le genre rend plus vulnérable au VIH selon la méthode des incidents critiques, On a réalisé une vidéo, mettant en évidence toute une série de vécu sur ce qu'est le genre et le VIH.

En ce qui concerne la transmission secondaire du virus et l'utilisation du préservatif, les discussions ont permis aux hommes de comprendre les difficultés des femmes à imposer le préservatif.

Nous avons constaté que les personnes qui participent au groupe « Mandela », qu'il s'agisse d'hommes ou de femmes, se sont renforcés face à leur séropositivité, ils ont trouvé « *un espace du secret partagé* ».

*« Ce que je porte tout seul est lourd, je le partage parce que je le dis, et aussi parce que les autres ont le même secret, je ne dois pas me justifier... de ne pas allaiter, de ne pas manger. Il n'y aura pas à expliquer, si je ne vais pas bien, les autres savent pourquoi... ».*

Il est fondamental que les programmes de ce types soient subventionnés et maintenus. La prévention du VIH/SIDA et le travail d'accompagnement des personnes concernées n'est pas assez soutenu et reconnu par les pouvoirs public.

**Faire de la prévention sans tenir compte des besoins et des attentes des personnes séropositives est une grave erreur stratégique.**

On a été plus attentif aux séronégatifs, mais on doit changer. Ce ne sont que les séropositifs qui peuvent nous dire où sont les risques, comment vivre avec le VIH, comment l'éviter.

**Notre rêve serait un monde sans SIDA mais ce n'est pas le cas alors il nous reste le respect, la tolérance et le combat.**



*Un espace du secret partagé*



Un atelier de la communauté garifuna de San Juan de la Commune de Tela, Département de l'Atlantide

## Contact

### Réseau lesbien Cattrachas

Indyra Mendoza Aguilar, Coordinatrice générale  
Col. Tres Caminos 5ta calle, Bloque 1, Apart # 8  
Tegucigalpa, Honduras C. A.

**Tél** + 504 239 2937 ou 504 3398 1519

**Mail** [cattrachas@hotmail.com](mailto:cattrachas@hotmail.com)

**Site web** <http://www.youtube.com/user/CATTRACHAS>



# Cattrachas

## (Honduras)

### Le réseau lesbien Cattrachas

**L**e réseau lesbien Cattrachas est une organisation féministe dont l'objectif est de défendre les droits humains des lesbiennes grâce à la recherche, le lobbying politique, les interpellations nationales et internationales ainsi que de faire le monitoring des médias. Nous sommes la seule organisation de lesbiennes, gays, transsexuel-le-s, travesti-e-s, bisexuel-le-s et intersexes (LGTTBI) qui aborde les aspects juridiques des crimes de haine et des séquelles de violences faites aux transgenres au Honduras.

### Notre histoire

**C**attrachas fut créée en 2000 en contestation aux médias qui violaient constamment les droits humains de la communauté LGTTBI. A l'époque, il n'existait à Tegucigalpa que l'organisation Collectif violet (Colectivo Violeta).

En 2004, les membres de la communauté LGTTBI ont intensifié leur lutte pour la défense des droits humains au Honduras. **Pour nous, cette lutte a été l'occasion de répondre à un nombre incalculable de discriminations professionnelles, de détentions illégales, de tortures, de stigmatisations.**

Au cours de ces actions, la prévention du SIDA a été le dénominateur commun de toute la communauté GTTBI, mais les lesbiennes en ont été exclues. Nous étions invitées à des formations destinées aux hommes, les lesbiennes y étaient présentées « comme des nonnes », à savoir une population non-exposée à l'infection. Nous étions alors exclues de toute stratégie de prévention. La population lesbienne n'est pas exempte de cette infection étant donné qu'il y a des mères, des bisexuelles volontaires ou par obligation sociale, ou simplement parce que cette population fait usage de ses droits sexuels. C'est ainsi que nous avons commencé à analyser ce thème et à donner nos propres formations en prévention et à reconnaître aux lesbiennes séropositives leur droit à des relations satisfaisantes.

C'est à ce moment qu'a commencé l'escalade fondamentaliste religieuse contre les associations LGTTBI et trois organisations gay furent menacées d'être privées de personnalité juridique. N'ayant pas obtenu gain de cause dans ce processus, les églises évangéliques et l'église catholique s'associèrent au parti national pour pénaliser constitutionnellement le mariage entre personnes de même sexe et leur droit à l'adoption.



*L'escalade fondamentaliste religieuse*

## Droit d'accès aux ARV

**A**u début 2006, lorsque les antirétroviraux furent en rupture de stock, nous nous sommes associées à d'autres secteurs de la société civile en quête d'une réponse basée sur les politiques publiques pour résoudre le problème une fois pour toute. Nous avons alors pu constater que le Mouvement des femmes et/ou féministe ne défendait pas non plus les droits des personnes vivant avec le SIDA.

En guise de protestation, nous avons alors occupé l'aéroport international de la capitale. Nous avons organisé une marche depuis l'aéroport jusqu'à la Direction générale de la Santé et nous avons eu des réunions avec la Direction générale des Finances, de la Santé et avec d'autres représentants politiques. Bien que ces réunions n'aient pas eu l'impact que l'on souhaitait, nous avons renforcé notre présence dans la presse et nous avons commencé à effectuer des visites au Magasin Central de la Direction générale de la Santé pour vérifier leurs stocks.

## Les audits sociaux et le lobbying politique

**L**es audits sociaux consistent à former des personnes qui souffrent du SIDA en matière de droits humains et de lois spécifiques. Après un processus de renforcement, nous les avons appelées « auditeurs sociaux » ou « auditrices sociales » et leur objectif est d'éradiquer la stigmatisation des séropositives et de faire respecter cet état. Ces auditeurs et auditrices diffusent de l'information quant aux violations des droits humains au sein de leurs groupes de soutien par les pairs et dans les centres de santé de leurs communautés. L'information est ainsi relayée de manière tout à fait efficace, sans demander beaucoup de temps étant donné que les réunions ont lieu une fois par semaine.

En 2007, les fonds de diverses ONG travaillant dans le cadre de la Stratégie de la Réduction de la Pauvreté (notamment Trocaire, Oxfam) nous ont apporté les moyens nécessaires à la réalisation d'un audit social afin de donner accès aux ARV et de répondre à la violation des droits humains des personnes vivant avec le SIDA. Ce projet d'audit social est un des plus solides en la matière, il a mis en évidence de manière fondée les violations de droits humains subies par les personnes atteintes du SIDA du chef de prestataires de services de soins de santé, tout comme il a été mis en évidence que le Collège chimique pharmaceutique manipulait la disponibilité des antirétroviraux, faute de budget de l'Etat.

Un pacte politique a été signé entre Xiomara Castro de Zelaya, la première dame du pays (Présidente de la Coalition des Premières Dames d'Amérique latine et des Caraïbes pour la lutte contre le SIDA), le Ministère de la Santé et l'Institut national de la Femme, le Réseau lesbien Cattrachas et les Femmes VIH positives.

Mais un élément majeur a eu lieu lors de la seconde étape du projet : les activistes de La Ceiba, Tela, San Juan et El Triunfo de La Cruz, sur la côte atlantique, nous ont demandé de nous intégrer à leurs communautés pour la prochaine étape, parce qu'ils souhaitaient se faire entendre. C'est comme ça que à Puerto Cortes, les auditrices de la première phase du projet ont appuyé le fait que des groupes d'auditrices et d'auditeurs sociaux effectuent leur audits dans les groupes de soutien par les pairs. **Les résultats ont été publiés et présentés aux pouvoirs locaux, les auditeurs-trices sont ainsi devenus de réels acteurs et actrices de leur propre vécu de personnes séropositives.**

## Les autres actions que nous menons

- Participation à la défense de l'Etat de Droit contre les fondamentalismes religieux dans la lutte en faveur de la pilule du lendemain et de l'éducation sexuelle.
- Participation à différentes marches et occupations (soutien aux féministes nicaraguayennes, la journée contre la violence, la journée internationale des femmes, la journée internationale de lutte contre le SIDA).
- Publication du document de l'audit social « La volonté politique du gouvernement face à la pandémie du SIDA ».
- Lancement de la campagne d'économie sociale pour réduire la stigmatisation et la discrimination des personnes VIH positives et de la campagne d'économie sociale pour réduire les fémicides.

Fortes de notre structure, nous avons déconstruit les préjugés au sein du système, nous avons participé à la mise en place de la Table tripartite sur le SIDA, nous faisons partie de la Commission interinstitutionnelle des Fémicides, de la Commission de Suivi de l'Institut national de la Femme. De même, suite à une large plaidoirie, nous avons



**DROITS**

obtenu que le thème de « l'orientation sexuelle » soit intégré au Second Plan national de la Femme.

Nous avons signé deux accords politiques : l'un avec la première dame concernant la problématique des personnes séropositives ; et le second avec le Président de la République, concernant l'Institut national de la Femme. Nous avons fait partie de la délégation officielle du Caire+15 en 2009, ainsi qu'à la « Table de suivi et de défense de la contraception d'urgence » à l'initiative du Mouvement féministe, qui a obtenu le veto présidentiel sur la loi qui pénalisait cette contraception. Nous avons également réussi à éliminer la quote-part que les PVVS devaient payer pour les antirétroviraux. Ce processus d'audit et l'accord politique signé ont permis que les femmes séropositives soient dès lors intégrées au Second Plan d'égalité des chances.

## Création de matériel audiovisuel

Nous considérons qu'une de nos principales ressources a été le « Centre d'analyse des Médias » qui nous a permis de compter sur du matériel très important, tel que le registre des femicides, qui sont exposés à la population nationale via la télévision. Nous avons également analysé différentes chaînes de télévision.

Nous avons élaboré deux films dénonçant les actions commises par les partis extrémistes du congrès national concernant la pénalisation de la contraception d'urgence, menée par des députées de l'opus dei. Parmi nos autres documentaires : « Le Honduras, un paradis femicide » et « la Transphobie au Honduras », un film sur la violence sexuelle avec la collaboration de la Direction générale de la Santé. Nous avons également produit et diffusé à ce jour 40 films qui dénoncent le coup d'état du pays, à voir sur [www.youtube.com/user/CATTRACHAS](http://www.youtube.com/user/CATTRACHAS)

## Lesbiennes féministes en résistance

Le 28 juin 2009 a eu lieu un coup d'Etat qui a mené le Président de la République à effectuer une consultation populaire afin d'établir une Assemblée nationale constituante qui, à son tour, élaborerait une nouvelle constitution. Nous avons pris part au mouvement social qui s'est prononcé contre le coup d'Etat. Il s'agit surtout de ne pas perdre de terrain sur les garanties citoyennes que nous avons obtenues jusqu'à présent – d'une manière ou d'une autre – et aussi de rétablir la situation afin d'avoir des alliés au sein des structures gouvernementales.

## Groupes alliés

**N**otre travail est le résultat de collaborations avec le Mouvement Féministe en Résistance et des organisations telles que le Centre des Droits des Femmes (CDM), le Centre d'étude de la Femme (CEMH), le CESADEH, les Jeunes féministes en Résistance, des féministes de la Colonie de la Croix Rouge, les féministes de la Colonie Ramón Amaya Amador, Las Lolas. La plupart de ces organisations féministes possèdent une longue expérience dans le pays et ont une reconnaissance sociale et politique au niveau national et international. Nous travaillons également avec COFADEH, CPTRT, CODEH et CIPRODEH, des organisations qui apportent des propositions alternatives en tenant compte des droits humains des femmes dans chacune de leur initiative de promotion des droits humains

Nous coordonnons également des actions de lobbying avec des organisations de la communauté LGTTBI telles Arcoiris et Kukulcan.

## Quel futur pour notre lutte, pour notre groupe ?

**L**orsqu'en 2006, nous avons élaboré l'audit social avec les membres du réseau lesbien Cattrachas afin de mesurer la réalisation des obligations de l'Etat en termes de prestation de services de qualité et accueillants auprès des personnes atteintes du SIDA, nous ne mesurons pas les obstacles discriminatoires auxquels nous allions être confrontées. Nous avons éprouvé beaucoup de réticences parce que nous étions un groupe de la société civile composée de lesbiennes, parce que nous remettions en question les compétences techniques et professionnelles, parce que nous étions stigmatisées et discriminées par les fonctionnaires publics, hommes ou femmes. Nous avons même subi des discriminations et des exclusions de la part de représentants de la coopération internationale, sans oublier les mandats de la « loi du bâillon » du Ministère de la Santé.

**Si nous avons dû affronter une série d'obstacles tout au long du processus d'audit social, nous avons aussi été récompensées par des acquis sociaux et politiques.**

Ces succès sont à partager avec des coopérants, les femmes fonctionnaires, des hommes et des femmes atteints du SIDA, des activistes nationaux et internationaux et des personnes touchées par cette pandémie.

Dans le contexte actuel, suite au coup d'Etat, nous craignons que nos luttes soient reléguées aux oubliettes de ce gouvernement autoproclamé et que l'escalade fondamentaliste religieuse ne fasse à nouveau des ravages sur nos corps. Nous poursuivrons nos résistances, résistance lesbienne et féministe.



Des clubs d'écoute pour hommes et femmes lèvent le voile sur le genre et le VIH-SIDA en milieux ruraux du Sud-Kivu

## Contact

**SAMWAKI asbl**

Mme Adeline Nsimire

Adr physique 82-95 av. P.E. Lumumba - Bukavu - RDCongo

Adr postale BP 236 Cyangugu - Rwanda

**Tél** +243 81 47 40 077

**Mail** samwaciasbl@yahoo.fr



# SAMWAKI

(RDCongo)



**S**auti ya Mwanamke Kijijini, SAMWAKI en sigle, est une organisation des femmes rurales fondée le 05 mai 2002 à Mugogo (Sud-Kivu) sur l'initiative d'un groupe de femmes rurales engagées dans le développement en territoire de Walungu. Outre ses neuf membres fondatrices, l'organisation regroupe des centaines d'initiatives locales de développement des huit territoires ruraux de la province du Sud-Kivu, en particulier les associations des femmes et / ou celles œuvrant par et pour les femmes / filles.

SAMWAKI a démarré ses activités pendant la période des conflits au cours de laquelle les femmes rurales se sont illustrées. D'un côté elles sont la cible privilégiée de tous les belligérants qui les soumettent à des traitements des plus inhumains et jamais connus de l'histoire des guerres. De l'autre côté, elles continuent malgré l'insécurité et la souffrance à produire et à donner naissance. Elles n'hésitent pas à se rendre au champ ou au marché où l'attendent violeurs et tueurs. Grâce à leur bravoure et leurs sacrifices, elles nourrissent leur famille et leur communauté, et même leurs bourreaux.

Témoins actives de la situation, les initiatrices de SAMWAKI ont trouvé opportun de porter plus loin cette image en contraste de la femme rurale de Walungu. L'idée de base est de faire entendre leur voix et de susciter la réaction des décideurs.

**Nous voulons aussi sensibiliser la communauté sur le rôle joué par les femmes dans la survie de la communauté aussi bien en période de guerre qu'en période paix afin d'assouplir les traitements qu'elles subissent à cause de leur sexe.**

L'initiative vise aussi à offrir à la communauté un cadre où hommes et femmes se concertent pour cerner les problèmes auxquels est confronté leur milieu et qui bloquent son développement et pour décider ensemble des actions à mener pour les contourner.

Toute l'identité de SAMWAKI en tant que groupe se résume en ce constat selon lequel dans la province du Sud-Kivu, les coutumes aussi bien que les médias contribuent à la marginalisation des femmes. La coutume est tenue par certains conservateurs qui trou-

vent en la femme un être inférieur et subordonnée à l'homme plutôt que de la reconnaître comme partenaire jouissant des mêmes droits et devoirs vis-à-vis de la famille et de la communauté. Les médias et les autres moyens de socialisation servent d'outil de diffusion et donc, de pérennisation de ces considérations qu'ils transmettent de génération à génération.

## La parole aux femmes rurales, aussi...

**U**n autre élément de l'identité de SAMWAKI est que cette organisation et ses membres ont frôlé le scandale et le tabou pour deux raisons. **La première est que ce sont des femmes qui invitaient la communauté pour s'adresser à elle, les hommes y compris.** “ *La terre est en voie de s'écrouler. Où a-t-on rencontré dans notre histoire des chèvres qui urinent sur les boucs* ”, disaient quelques hommes en réaction à notre invitation à la réunion. Ceci pour dire que la voix et même l'opinion de la femme ne peut pas passer devant celles de l'homme. Ainsi, ils nous traitaient des chèvres ivres qui urinent sur leurs supérieurs, les boucs. Quelques femmes avaient emboîté les pas aux hommes, nous traitant d'insoumises, de païennes, et de vulgaires.

La deuxième raison concerne la matière elle-même. En effet, dans une perspective de promotion de la mise en pratique du genre, il était fondamental que les bénéficiaires de nos activités s'approprient tout d'abord le concept. Mais **le terme est tellement nouveau et très négativement interprété par la coutume et les confessions religieuses qu'en donner une définition rapide risquait de bloquer notre action.** De même qu'une langue ne traduit pas une autre, dire ce qu'est le genre en mashi ou en swahili (langues locales) devant un public composé d'environ 98% d'analphabètes n'est rien moins qu'une équation à plusieurs inconnues.

Par ailleurs, comment aborder la question du VIH-SIDA ? Telle est une autre équation à laquelle nous avons été confrontées au début de notre initiative. ***Là aussi, nous étions limitées par la coutume qui interdit à toute personne, quelle qu'elle soit, de parler du sexe ou tout autre sujet en rapport avec le sexe en public et surtout devant les enfants.*** Toute la difficulté résulte dans le fait que cette coutume est ancrée dans la mentalité de la population et qu'il ne revient pas à la femme, moins écoutée et marginalisée par cette même coutume, de changer les choses.



Pour réduire ces deux obstacles à l'épanouissement des femmes et du développement communautaire, SAMWAKI a initié des cadres de concertation et de partage d'idées et expériences appelés des clubs d'écoute. Au cours de leurs rencontres, les membres des clubs d'écoute font un aperçu général des problèmes auxquels est confronté leur milieu d'implantation. De tous les problèmes identifiés par les membres de la communauté eux-mêmes, la pratique du genre et la lutte contre le VIH-SIDA sont abordées comme thèmes transversaux. La mise en place des clubs d'écoute pilote pour hommes et femmes dans la province du Sud-Kivu a été rendue possible grâce à l'appui du projet Dimitra FAO, la Fondation Roi Baudouin et les partenaires locaux de SAMWAKI dont le CONAFED, la GTZ-Santé, le réseau des femmes rurales du Sud-Kivu, le réseau des radios et télévisions communautaires de l'est de la RDCongo.

Les deux principaux acteurs des clubs d'écoute, à savoir les réseaux des femmes rurales et les journalistes-producteurs des radios communautaires locales, agissent avec les bénéficiaires, donc les membres de la communauté y compris les autorités à la base, les leaders sociaux et le mouvement associatif.



Dans leurs actions, les clubs d'écoute ont cette particularité de promouvoir le dialogue et la concertation entre les hommes et les femmes appartenant à différents groupes ainsi que le partage d'information et d'expériences sur divers aspects de développement. Ceci à travers des réunions statutaires régulièrement organisées. C'est le comité directeur du club d'écoute qui convoque et dirige les débats lors de ces rencontres. Il est composé généralement de dix personnes (cinq hommes et cinq femmes). Des neuf clubs d'écoute pilotes opérationnels en province du Sud-Kivu, huit sont dirigés par des femmes. Celles-ci représentent leurs groupes et leur communauté à l'occasion de certains événements importants qui ont lieu au niveau local et provincial.

## **Le club d'écoute dans la sensibilisation au genre : l'amertume de la pilule atténuée ?**

**L**a question de genre était et demeure encore une pilule très amère pour les populations rurales du Sud-Kivu, et surtout pour les femmes. Dans une perspective de conscientisation de la communauté à cette approche de développement, la mise en place des stratégies d'atténuation de cette amertume s'avérait indispensable à notre démarche pour permettre à la communauté de l'avaler sans difficulté.

Pour nous y prendre, nous avons mis en place une méthodologie consistant à faire participer la communauté à l'élaboration des outils d'analyse de genre, lesquels ont permis à ses membres à mieux comprendre ce qu'est le genre et la manière dont elle s'applique dans le quotidien des ménages et dans des familles.

A Kalehe par exemple, une localité située à environ 90 kilomètres au nord de Bukavu, les membres du club d'écoute aident les membres de leur communauté à intégrer le genre dans leurs activités courantes en utilisant la grille de 24 heures qu'ils avaient élaboré eux-mêmes lors d'une session de formation locale organisée par SAMWAKI sur "le genre et développement en milieu rural". Lors de cette formation, les participants ont été repartis en deux groupes composés d'hommes et des femmes. Chacun des groupes devait élaborer un répertoire des tâches réalisées dans un ménage pendant 24 heures en distinguant celles exécutées par l'homme et par la femme. La mise en commun s'est passée de tout commentaire. **Elle a permis aux participants de comprendre que non seulement la femme travaille, mais qu'elle travaille beaucoup. Un autre résultat de cette rencontre est que les hommes ont décidé de revoir le partage des tâches entre les hommes et les femmes en prônant « la collaboration ».**

Un homme d'une quarantaine d'années, membre de la société civile de Kalehe a d'ailleurs déclaré : *« Avec ces informations et enseignements, tout homme honnête doit demander pardon à sa femme ».* Et Madame Xaverine, présidente du club de réagir *« le pardon sincère doit passer par la reconnaissance par l'homme que la femme est un être humain comme lui, et que par conséquent elle doit jouir des mêmes droits et devoirs que lui, au sein du ménage tout comme dans la société ».*

## Le VIH-SIDA : le tabou s'évapore peu à peu

**C**omme pour la sensibilisation au genre, délier les langues pour parler d'un sujet aussi sensible que celui en rapport avec le sexe, telle que la problématique du VIH-SIDA, n'est pas chose aisée à première vue pour des populations rurales. Mais la persistance de cette réticence est désastreuse et catastrophique pour le développement si certaines personnes ne se décident pas à briser le tabou et à alerter le village ; comme à l'annonce d'un animal ravageur, à l'exemple du tam-tam traditionnel.

Mushinga est une localité située à environ 87 kilomètres au sud-ouest de Bukavu. Théâtre de violents affrontements pendant la guerre, elle attire la convoitise des combattants des divers mouvements ainsi que des exploitants du secteur minier à cause d'un important site d'exploitation d'or. Il y règne une ambiance quotidienne où la bière, le sexe et le dollar s'entremêlent, avec comme corollaire la prolifération des mala-

dies sexuellement transmissibles et le VIH-SIDA. Déjà, certaines personnes parlent tout bas de la pandémie. Les nombreuses femmes et filles victimes des violences sexuelles et autres esclaves sexuelles prises en otage par les milices sont les premières à être soupçonnées d'avoir « mangé le SIDA ». Le club d'écoute a alors sauté sur cette occasion pour porter tout haut ce que la communauté se disait tout bas ; en apportant une information fiable sur le VIH et le SIDA, leur mode de transmission et de prévention. Grâce à l'écoute active et collective des émissions radiophoniques enregistrées, les membres du club d'écoute ont contribué remarquablement à la réduction de la stigmatisation des femmes et filles victimes des violences sexuelles, notamment leur assimilation aux personnes infectées par le VIH-SIDA.

## Des changements par la communication

**M**oyen efficace de communication permettant aux communautés d'échanger et dialoguer, le club d'écoute sert de cadre de réflexion sur la problématique du VIH-SIDA et la pratique du genre dans les communautés rurales du Sud-Kivu. Les activités des clubs d'écoute sont appuyées par cinq radios communautaires. Elles diffusent, le soir et en langue locale, les témoignages, les opinions et les débats sur les connaissances et les avantages de la pratique du genre dans les ménages. Des radios solaires et à manivelle distribuée par le projet Dimitra de la FAO permettent aux plus démunis d'écouter le message et, éventuellement, d'y réagir via le club d'écoute. Le message passe et des actions visibles en témoignent de manière évidente. Mais beaucoup reste encore à faire pour obtenir le changement escompté.

## Notre ambition

**L'**ambition de SAMWAKI est d'aller plus loin en structurant ces clubs d'écoute en des réseaux thématiques de développement à la base. Une bonne leçon de genre et de lutte contre le VIH-SIDA passe par l'amélioration du statut social des femmes rurales et la lutte contre la ruralisation et la féminisation de la pauvreté. Un meilleur accès des femmes à des ressources telles que la terre et le crédit en constituent des garanties de taille. C'est dans ce cadre- et pour bien d'autres causes encore, que SAMWAKI a l'ambition de créer une banque pour femmes rurales dans la région. Radio Bubusa, une radio pour femmes rurales implantée par SAMWAKI dans le village de Mugogo sensibilise déjà la communauté sur ces approches de développement.



informations  
débats  
prévention



## Le RENIP+ (Niger)

**A** partir de 1987, date du premier cas de SIDA révélé au Niger, plusieurs ONG ont été créées dans le pays pour prendre en charge les premiers patients. Progressivement, ceux-ci se sont eux-mêmes constitués en associations. Des groupements féminins ont vu le jour, au sein desquels les femmes séropositives, abandonnées par leur famille, ont trouvé les soutiens moraux et matériels indispensables à leur survie. Leur premier grand combat a été l'accès aux ARV et la lutte contre la stigmatisation. C'est l'époque des premières apparitions télévisées de patientes séropositives bien décidées à rompre le silence et les tabous.

Face à la nécessité de coordonner les revendications et les approches, cinq associations basées à Niamey ont petit à petit réussi à se fédérer au sein d'un réseau. **C'est ainsi que le RENIP+, Réseau nigérien des Personnes vivant avec le VIH**, a vu le jour en 2004, avec l'appui d'ONG nationales et internationales et du Fonds mondial. Sa mission : améliorer les conditions de vie des PPVIH. Au fil des années, une vingtaine d'associations, des quatre coins du pays, ont rallié le RENIP+, qui touche aujourd'hui près de 1500 personnes. Dès le départ, l'un des enjeux majeurs pour le réseau a été de particulariser son rôle et ses objectifs, de façon à éviter les pro-

blèmes de positionnement et de concurrence avec ses propres structures membres, mais aussi avec les autres réseaux « SIDA », regroupant pour leur part des professionnels du secteur, notamment des médecins. Au fil des années, le RENIP+ a pu se rendre crédible au niveau national, il est désormais associé aux débats et aux prises de décision.

A l'externe, le RENIP+ se concentre essentiellement sur la lutte contre la discrimination, à travers des actions de communication et de plaidoyer. A l'interne, dans sa mission de renforcement de capacités, le réseau appuie la formulation des projets conçus par ses associations membres, ou assure leur défense auprès des bailleurs potentiels. Ainsi par exemple, la mise en place d'activités génératrices de revenus constitue l'une des priorités des groupements affiliés au réseau, vu la grande précarité dans laquelle vivent les PPVIH, en particulier les femmes.

### Contact

BOUBOU Mamoudou,  
secrétaire général  
Kelley Est rue 64 porte 120  
BP 2307 Niamey - NIGER  
**Tél** +227 21 76 77 84 ou 96 88 17 06  
ou 96 29 73 12  
**Mail** renipplus@gmail.com

# ... Pour en savoir plus sur le thème

## Genre et VIH SIDA

N° 6 dans la collection Les Essentiels du Genre du Monde selon les femmes

La publication vise à repérer et comprendre les situations qui soulignent le lien entre VIH/SIDA et les rôles attendus des femmes et des hommes. Marcela de la Peña Valdivia présente les grandes caractéristiques d'une analyse de genre de la pandémie. Les mécanismes de transmission du VIH sont analysés. Elle y analyse aussi les actions des mouvements et associations qui travaillent à la prévention, la prise en charge et le plaidoyer pour les droits : droits aux soins, droits à vivre sans discriminations...

3 € à commander via le site <http://www.mondefemmes.org/publications/>

---

## ONUSIDA

C'est l'organisme des Nations Unies qui travaille spécifiquement le thème du VIH/SIDA : [www.onusida.org](http://www.onusida.org) ou [www.unaids.org](http://www.unaids.org)

Mais pratiquement toutes les agences du système des Nations Unies travaillent cette thématique et propose des outils ou des études intégrant les questions de Genre et du VIH SIDA.

---

## L'OMS

Etant donné l'importance du VIH/SIDA en tant que problème de santé publique et les nombreux aspects de genre qui contribuent à ce problème, le **Département Genre et santé de la femme** de l'OMS a décidé que les activités devaient être centrées en priorité sur le Genre et VIH. [http://www.who.int/gender/hiv\\_aids/fr/](http://www.who.int/gender/hiv_aids/fr/)  
Ce site rend accessible bon nombre de publications, en Français ou en anglais, notamment sur :

- la violence à l'égard des femmes et VIH/SIDA
- la violence exercée par le partenaire et VIH/SIDA
- la violence sexuelle dans les situations de conflit et le risque d'infection à VIH.

Le Département Genre et santé de la femme a publié des *Directives pour intégrer le genre dans les programmes de lutte contre le VIH/SIDA*.

Il s'agit d'un manuel pratique à l'intention des planificateurs de programmes dont l'objectif est de les aider à attirer l'attention sur le genre dans le cadre de consultations et de tests volontaires, de la prévention de la transmission de la mère à l'enfant, des prestations de soins/traitement/soutien et des interventions "jeunes et HIV".

---

## UNIFEM

L'UNIFEM aborde la problématique femmes-VIH/SIDA sous l'angle de l'égalité des sexes et des droits humains. Elle conçoit des stratégies globales liées directement à la violence envers les femmes, à la pauvreté féminine, à la sécurité et à la marginalisation des femmes dans les décisions qui les concernent. Elle montre qu'il ne saurait y avoir de progrès dans la lutte contre le VIH/SIDA sans une stratégie axée sur les femmes, et met en lumière les éléments clés d'une action efficace, définie par la coalition mondiale sur les femmes et le sida.

En partenariat avec l'ONUSIDA, l'UNIFEM a établi un site portail, [www.genderaids.org](http://www.genderaids.org), sur le genre et le VIH/SIDA. Ce site fournit, en anglais, des données sur la recherche, des documents multimédias, des dossiers d'intervention pour les agents communautaires, les services publics, les agents du développement et les journalistes.

L'UNIFEM a publié un guide "Transformation de la lutte nationale contre le Sida - Intégration de l'égalité entre les sexes et des droits des femmes dans les *"trois principes"*".

Ces trois principes établissent l'existence, dans chaque pays

- d'un cadre unique d'action contre le sida,
- d'une unique autorité de coordination et
- d'un seul système de suivi et d'évaluation.

Ce document donne des exemples de stratégies pour intégrer la dimension de genre dans la lutte contre la pandémie, à formuler et appliquer des politiques et programmes nationaux, et enfin, à favoriser des mesures en vue d'atteindre cet objectif.

Le guide est téléchargeable sur le site [http://www.unifem.org/attachments/products/TransformingtheNationalAIDSResponse\\_FR.pdf](http://www.unifem.org/attachments/products/TransformingtheNationalAIDSResponse_FR.pdf). Il donne des exemples de stratégies : transformation des institutions nationales et locales afin de mettre fin au silence et la stigmatisation qui entourent cette maladie, travail avec les collectivités afin de modifier les attitudes et les comportements qui facilitent sa propagation.

Ces exemples montrent ce qui peut être accompli lorsque les femmes et les hommes vivant avec le VIH s'emploient à faire connaître leurs besoins et à contribuer à la recherche de solutions et sont habilités à le faire. Des « check lits » - listes de contrôle et des exemples donnent des idées pour l'élaboration de politiques, de programmes et de mécanismes institutionnels pour lutter contre le VIH et le SIDA.

### Contact

[unifem@genderaids.org](mailto:unifem@genderaids.org)

---

### GRECOS

En Belgique, le groupe GRECOS Groupe de Réflexion et de communication sur la séropositivité, au sein de la plateforme Prévention SIDA conçoit et édite une série de fiches « Cartes en main ». A travers ces pages, des personnes séropositives souhaitent faire passer un message à d'autres personnes touchées par le VIH : messages d'information, paroles de soutien ou image qui se veut symbole d'espoir. Chaque carte aborde un point qui a été retenu par les personnes séropositives comme prioritaire et qui est traité de différentes manières par le groupe : ce qu'il faut savoir, témoignages, contacts utiles, et une image évoquant de manière positive le sujet du dépliant.

Ces fiches sont accessibles sur le site : [www.preventionsida.org](http://www.preventionsida.org)

### Contact

Plateforme prévention sida  
av E de Béco, 67 à 1050 Bruxelles

---

### AIDES

En France, le réseau AIDES dispose de nombreuses délégations en régions. Il édite la revue trimestrielle *Remaides* qui donne des informations sur les traitements. Il a publié aussi un roman-photo entièrement réalisé par des militants de AIDES. Il existe aussi un *Remaides* Suisse et un *Remaides* Québec.

### Info

[www.aides.org](http://www.aides.org)

---

### GINGEMBRE

Le journal du RAAC - Réseau des associations africaines et caribéennes de lutte contre le sida en France est encarté dans la revue *Remaides*. Ce réseau a des antennes dans de nombreux départements en France.

# Activités du Monde selon les femmes

## Marche mondiale des femmes en 2010

**A** l'occasion de la 3<sup>e</sup> Marche mondiale des femmes, le 6 mars 2010, une grande action de sensibilisation pour la Belgique aura lieu à Bruxelles sur la Grand-Place.

Le Monde selon les femmes y sera présent sur le thème du développement durable : une œuvre d'art monumentale sera installée pour symboliser le travail des femmes pour leurs droits et pour le respect de la terre.

Soyons attentives !

## Publications

### Affiche Mondialisation et nouvelles formes de violence

Le Monde selon les femmes a remanié et réédité les affiches de la campagne « Mondialisation et nouvelles formes de violence ». Elles sont disponibles au Monde selon les femmes. La brochure d'accompagnement est également mise à jour.

Elles s'insèrent dans une campagne s'inscrit dans le plaidoyer en faveur des droits reproductifs et sexuels. Les dénonciations des violences est une façon de les aborder. L'analyse des liens avec la mondialisation permet de mieux en saisir les enjeux.

Nous continuons notre partenariat avec Silvia Chejter de Cecym pour la campagne prévue en 2010. Elle ira plus loin autour de la question de la prostitution : Des corps sexués des femmes : point de rencontre entre l'exploitation sexuelle et l'exploitation économique. L'approche se penchera surtout sur les rôles des hommes.

Un support visuel sera travaillé en 2010.

**Info et commande via notre site web**

## Formations internationales

Le Monde selon les femmes organise chaque année des formations longues durées internationales.

- La Formation internationale sur le **genre comme condition du développement durable** aura lieu de mi-avril à mi-juin 2010. Les détails et les informations pour les inscriptions seront diffusées aux adresses dont nous disposons en Afrique francophone dans la base de données du Monde selon les femmes et seront disponibles sur notre site dès fin septembre 2009.
- Une Formation internationale sur le **Genre et les droits reproductifs et sexuels** sera organisée fin 2010 en principe, plus d'information sur notre site également.

**Prêtez donc attention à notre site web :**  
[www.mondefemmes.org](http://www.mondefemmes.org)

# La revue Palabras

Tous les numéros publiés sont accessibles en version pdf sur notre site web :  
[www.mondefemmes.org/publications/palabras.htm](http://www.mondefemmes.org/publications/palabras.htm)

**n° 0** sur les violences contre les femmes : « Quand une femme dit non, c'est non ! »

**n° 1** sur l'agriculture durable : « Cultiver l'égalité aux champs »

**n° 2** sur l'emploi : « Sans travail pas d'argent, sans argent pas d'indépendance »

**n° 3** sur la santé et les droits reproductifs : « La liberté prend corps »

**n° 4** sur la citoyenneté : « Le droit d'avoir des droits »

**n° 5** sur les femmes dans la ville :

« Les femmes dans la ville : de l'oppression à l'expression »

**n° spécial** : Actes de la Rencontre Palabras de novembre 98

**n° 6** sur les organisations d'appui aux femmes :

« Organisations et réseaux d'appui aux femmes »

**n° 7** spécial sur la « Marche mondiale des femmes »

**n° 8** sur la création artistique : « L'art au féminin »

**n° 9** sur les formations : « Formation : les portes s'ouvrent »

**n° 10** sur la migration : « Femmes en migration »

**n° 11** sur l'information :

« Femmes et information : radios communautaires et internet »

**n° 12** sur les conflits : « Femmes victimes des conflits, actrices de paix »

**n° 13** sur l'accès à la terre : « Femmes rurales et accès à la terre »

**n° 14** sur les organisations de femmes « Travailleuses ou chômeuses : des femmes organisées ! »

**n°15** sur le crédit « Femmes et microcrédits »

**n°16** sur l'empowerment « Gagner sa vie... et son autonomie »

© **Le Monde selon les femmes**

La reproduction des articles est vivement conseillée moyennant citation de la source et envoi d'une copie à l'éditrice.

« Parce qu'on nous condamne  
au silence, je crie là et ici »

*Luz Garcia Ocampo*

Palabras/Palabres est édité et diffusé avec l'aide et le soutien de :

- La Direction générale de la coopération au développement (Belgique)
- Le Ministère de la Communauté française de Belgique - Direction de l'égalité des chances

**Le Monde selon les femmes**

Rue de la Sablonnière, 18  
B - 1000 Bruxelles - Belgique

**Tél** 32 2 223 05 12

**Fax** 32 2 223 15 12

**Mail** [palabras@mondefemmes.org](mailto:palabras@mondefemmes.org)

**Site web** [www.mondefemmes.org](http://www.mondefemmes.org)



ISSN 1372 – 598X